

L'engagement d'un nombre sans précédent d'organisations non gouvernementales et de groupes de citoyens dans la préparation de la CNUED et à Rio même ouvre la voie à un militantisme et à une action encore plus dynamiques de la part des citoyens préoccupés par des questions qu'ils jugent capitales pour leur avenir. Comme je l'ai mentionné, ces événements ont provoqué une prise de conscience aiguë au sein de la population du monde entier. On est en droit d'espérer qu'il en découlera la formation d'un réseau de citoyens extrêmement actif.

C'est pourquoi j'ai pris part à un nouveau mouvement, qui vise la création d'un Conseil de la Terre. Celui-ci aura pour mission de contribuer à l'information, à la sensibilisation et à l'engagement des publics concernés par les questions planétaires. Il veillera à ce que l'attention ne soit pas détournée des dossiers ouverts à Rio et à ce que l'on travaille de concert pour en appliquer les conclusions.

Le Conseil de la Terre a vu le jour ici à Vancouver. On a mis sur pied un comité organisateur et un secrétariat à San Jose, au Costa Rica, en réponse à une invitation du gouvernement de ce pays désireux d'accueillir le siège social.

En dernière analyse, au point où nous en sommes, nous devons reconnaître que l'efficacité de la diplomatie du Canada, à l'échelon international, ne peut être fondée que sur sa performance intérieure. Les Canadiens sont les gardiens de l'un des plus vastes territoires au monde, qui contient certaines des richesses naturelles les plus importantes, les plus variées et, dans certains cas, les plus vulnérables de la terre. La meilleure contribution que nous puissions apporter, en tant que Canadiens, pour assurer la sécurité de l'environnement planétaire, c'est de gérer nos richesses de façon responsable et durable. Nous avons de bonnes intentions à cet égard, et nous nous sommes engagés sur la bonne voie en prenant des mesures comme le Plan vert et l'établissement de tables rondes nationales et provinciales sur l'environnement et le développement.

Mais reconnaissons que nous faisons encore partie de ceux qui, par habitant, ont les plus grandes responsabilités face aux risques comme le réchauffement du globe et l'amenuisement de la couche d'ozone. Et nous sommes encore loin de gérer nos ressources